



DIRECTION DES DÉCHETS

MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Fourniture, livraison et installation d'abri-bacs pour la collecte
séparée des déchets alimentaires en apport volontaire**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure formalisée

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

L'offre devra comporter des échantillons (cf. art. 4.2)

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur la Fourniture, livraison et installation d'abri-bacs pour la collecte séparée des déchets alimentaires en apport volontaire.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

1.2 - Mode de consultation

Procédure formalisée soumise aux articles R2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 1 lot.

	Intitulé
1	Fourniture, transport et installation d'abri-bacs pour la collecte séparée des déchets alimentaires en apport volontaire

L'accord-cadre est dénué de tout minimum, mais est assorti, d'un montant maximum arrêté, pour toute la période contractuelle, comme suit :

	Seuil maximum sur 1 an € HT
Lot 1	950 000€

1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 - Nomenclature

Famille – nomenclature achats interne	DCF01 Acquisition et location de matériels de collecte des déchets
Code CPV	44613800-8 – Conteneurs à déchets

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée – Délais d'exécution

La durée du marché est de 1 an et prendra effet à compter du **1er janvier 2027** ou, s'il n'était pas notifié avant cette date, à compter de la date de sa notification.

2.2- Variantes facultatives et obligatoires

2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

2.3- Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- ✕ Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- ✕ L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- ✕ Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et son annexe données de la collectivité
- ✕ Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- ✕ Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)
- ✕ Le Cadre de mémoire technique

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française certifiée et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à **l'examen des offres avant celui des candidatures**, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique et la capacité économique / financière du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes, dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres) <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
Le ou les rubriques du ou des catalogues des pièces détachées en lien avec l'objet du marché
Le cadre de mémoire technique que le candidat produira à l'appui de son offre et détaillant les éléments suivants : La résistance du matériel et qualité des matériaux constitutifs Épaisseur des tôles, types de traitement des matériaux, méthodes d'assemblage. L'accessibilité et ergonomie pour les usagers et les agents de la collectivité Ergonomie pour les habitants (mécanisme d'ouverture, forme et hauteur de la trappe), ergonomie pour les agents (sortie et positionnement du bac, ouverture et fermeture de la porte), accessibilité du mobilier au PMR et personnes malvoyantes, Dimensions de l'abri bac La prévention des nuisances dans la conception de l'abri-bac Prévention de l'intrusion de rongeurs dans l'abri-bac et le bac, conception limitant l'encrassement du mobilier dans le cadre d'un usage normal, système de fermeture de la trappe La facilité d'installation, de maintenance et d'entretien Dimension d'emprise sur l'espace public, l'installation et déplacement des abri-bacs ne nécessitant pas de génie civil ni de matériels spécifiques, l'absence de partie difficilement accessibles au lavage, à la maintenance ou susceptibles d'accumuler des déchets, Capacité de fourniture, d'installation et de mise en service du mobilier par le candidat Délai de livraison/installation, nombre d'abri-bacs installés par jour ouvré, moyens humains et matériels mobilisés pour l'installation La durabilité du mobilier Durée de la période de garantie, champ de garantie, durée de vie du mobilier sur laquelle s'engage le fournisseur, La pertinence des moyens mis en œuvre par le fournisseur pour permettre la maîtrise des impacts environnementaux sur la production, la logistique et la fin de vie du mobilier (dont modalités de reprises du mobilier en fin de vie)
Les échantillons suivants :

- un échantillon d'abri-bac de 120 L adapté aux déchets alimentaires correspondant au produit décrit dans la réponse technique

Ces échantillons doivent, impérativement, être transmis avant la date limite de remise des offres à l'adresse suivante :

Le Perray, 70 rue du Perray, 44 000 Nantes
Livraison possible du lundi au vendredi de 7 h à 12 h

Contact sur le site du Perray : Stéphane Ornh - Stephane.ORNH@nantesmetropole.fr - 06.85.03.54.84

La remise d'échantillons ne donnera pas lieu à indemnisation. Dans les deux mois suivant la notification du marché, les candidats pourront solliciter la collectivité afin d'organiser la restitution des échantillons fournis, charge au candidat de venir les récupérer sur place.

Remarque : seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères	Coefficient
Valeur technique appréciée au regard du mémoire technique et des échantillons fournis	55
Résistance du matériel et qualité des matériaux constitutifs	5
Accessibilité et ergonomie pour les usagers et les agents de la collectivité	14
Prévention des nuisances dans la conception de l'abri-bac	11
Facilité d'installation, de maintenance et d'entretien	12
Capacité de fourniture, d'installation et de mise en service du mobilier par le candidat	4
Durabilité du mobilier	9
Performances en matière de protection de l'environnement appréciées sur la base du mémoire technique	5
La pertinence des moyens mis en œuvre par le fournisseur pour permettre la maîtrise des impacts environnementaux sur la production, la logistique et la fin de vie du mobilier (dont modalités de reprises du mobilier en fin de vie)	5
Prix des prestations apprécié au regard du montant du DQE	40

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

Dans le cas où le marché est conclu à prix unitaire :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt

Courriel : contact.marches@nantesmetropole.fr